



LES JOURNÉES DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

Le rendez-vous incontournable des professionnels de la domanialité publique !

CONFÉRENCES D'ACTUALITÉ

TOUS NIVEAUX

BEST-OF

DIST.

Ref. : 31688

Durée :
2 jours - 14 heures

Tarif :
Salarié - Entreprise : 1595 € HT

Repas inclus

Le grand rendez-vous annuel de la propriété publique organisé par EFE est l'occasion unique cette année encore de faire le point sur les actualités clés de la domanialité publique !

En 2024, l'actualité législative et réglementaire continue d'innover en matière de domanialité.

Nous ferons notamment le point avec les toutes dernières nouveautés jurisprudentielles en matière de cessions avec charges, et un focus particulier sur le régime des redevance d'occupation domaniale. Un point spécifique sera également prévu sur les superpositions d'occupation domaniale en matière de voirie.

Et bien entendu, ces journées sont l'occasion de bénéficier d'un point panoramique sur toute la jurisprudence à connaître en matière de valorisation et de gestion des biens privés et publics des personnes publiques.

Comme chaque année vous retrouverez les plus éminents membres du Conseil d'État, avocats et notaires, experts de ces sujets pour analyser toute l'actualité et les grands enjeux du droit de la propriété publique et leur impact sur vos activités.

OBJECTIFS

- Analyser les différentes modalités de délimitation, d'occupation, de cession, et de valorisation des domaines public et privé
- Identifier les spécificités liées aux montages sur les domaines public et privé
- Prendre en compte les récentes évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles dans votre pratique domaniale
- Utiliser au mieux les opportunités offertes en matière d'occupation, d'utilisation, de valorisation et de préservation du domaine public

POUR QUI ?

Au sein de l'État, des collectivités territoriales, des EPCI, des ports, des aéroports, des CCI, des hôpitaux, des établissements publics, des entreprises publiques... :

- Directeurs et responsables du domaine
- Directeurs et responsables juridiques
- Directeurs et responsables des contrats publics
- Directeurs et responsables immobiliers et/ou de patrimoine
- Directeurs et responsables fonciers
- Directeurs et responsables de l'aménagement du territoire et/ou de l'urbanisme
- Directeurs administratifs
- Directeurs financiers
- Directeurs d'établissement
- DDE, OPAC, entreprises publiques locales
- Partenaires privés
- Gestionnaires et occupants des domaines public et privé

Avocats et conseils juridiques en droit administratif des biens

Notaires

COMPÉTENCES ACQUISES



Organisme qualifié
par l'ISQ-OPQF



Membre de la Fédération
Les Acteurs de la Compétence



- Maîtriser toute la jurisprudence et les nouvelles réglementations en vigueur en domanialité publique.

Les acquis de cette conférence ne seront pas évalués.

PROGRAMME

Les journées de la propriété publique

POINTS D'ACTUALITE EN 2024

Introduction de Christine MAUGÛE

Panorama d'actualités normatives : quels sont les textes impactants de 2024 ?

Loi du 22 juillet 2023 relative à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 : quel état des lieux et quelle suite en 2024 ?

- Quels types de biens culturels sont concernés par cette loi de restitution et dans quel contexte historique ont-ils été spoliés ?
- Quelles étaient les limites des restitutions de biens culturels avant l'adoption de cette nouvelle loi ?
- Comment la nouvelle loi vise-t-elle à simplifier et accélérer la restitution des biens culturels spoliés ?
- Quelle dérogation au principe d'inaliénabilité des collections publiques est introduite par la nouvelle loi ?
- Quel rôle la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations antisémites (CIVS) joue-t-elle dans le processus de restitution ?
- Quelles alternatives à la restitution directe sont prévues par la loi pour les biens spoliés, et comment ces alternatives sont-elles financées ?

Loi du 26 décembre 2023 relative à la restitution de restes humains appartenant aux collections publiques : quelle nouvelle entaille dans le principe d'inaliénabilité ?

Décrets du 21 novembre 2023 sur la décentralisation patrimoniale « consentie » des digues maritimes : quel nouveau pas vers la domanialité décentralisée ?

Décret du 21 décembre 2023 sur l'adaptation des contrats de garantie d'usage à la décentralisation portuaire : quelles nouveautés ?

Décret du 27 juin 2024 relatifs aux modalités d'application du droit de préemption pour l'adaptation des territoires au recul du trait de côte : comment s'adapter ?

Panorama jurisprudentiel : commentaire des décisions impactantes en 2024

- La location d'un « local communal » à titre gratuit au profit d'une association culturelle constitue-t-elle une libéralité contraire à la loi du 9 décembre 1905 ?
 - CE, 18 mars 2024, n°471061, Commune de Nice
- Quelle est l'étendue de la compétence du juge administratif sur l'appropriation par les communes des biens sans maître ?
 - CE, 18 mars 2024, A c/ Commune de Châtenois, n°474558
- Quel régime s'applique pour la prescription des créances détenues par un gestionnaire de domaine public contre une occupation illégale ?
 - CE, 15 avril 2024, n°470475
- Dans le cadre des opérations de restauration immobilière : les articles L.313-4 et suivants du Code de l'urbanisme sont-ils constitutionnels ?
 - CE, 30 octobre 2023, n°474408, A. et B. contre Préfet du Pas-de-Calais
- Quelle est l'étendue de la compétence du maire pour la délivrance de titres d'occupation privative du domaine public ?
 - CE, 21 décembre 2023, M. A et a. c/ Commune de Clomot, n°471189
- Un parking municipal sous-terrain relève-t-il du domaine public routier ?
 - TC, 17 juin 2024, n°C4312



Organisme qualifié
par l'ISQ-OPQF



Membre de la Fédération
Les Acteurs de la Compétence



- Quelle part pour l'intention dans l'affectation à l'usage direct du public d'un bien ?
 - CE, 17 juin 2024, n°475254, Société Nautic Loisirs Méditerranée
- Précisions sur les conditions d'intégration et de délimitation du domaine national
 - CE, 31 mai 2024, n°469791, Association Sites et Monuments
- Une délibération municipale incorporant un bien sans maître au domaine public produit-elle des effets tant que la commune ne renonce pas à exercer ses droits ou ne cède le bien ?
 - CE, 26 avril 2024, n°475259

VALORISATION DES PROPRIETES PUBLIQUES SOUS FORME DE CESSION : QUELLES MODALITES, QUELLE ACTUALITE ?

Les biens cédés et les modalités de leur cession

- L'acquisition des propriétés publiques par prescription
 - TA Amiens, 2 février 2024, n° 2004111
- Processus de déclassement : quels pièges à éviter, quelles possibilités de régularisation ?
 - CAA Toulouse, 11 juillet 2023, n° 21TL03516
 - CAA Nantes, 29 septembre 2023, MC, n° 22NT01307
 - CAA Toulouse, 25 juin 2024, n° 22TL22328
- Formation de la vente : quelles conditions à respecter
 - CAA Versailles, 3 octobre 2023, C. c. Commune Messas, n° 21VE02393
 - TA Bordeaux, 13 octobre 2023, Le Grand Secret du Lien, n° 2106093
 - TA Grenoble, 23 février 2024, n° n° 2000370

Vente avec charges

- Vente avec charges et compétence du juge
 - T.conflit., 17 juin 2024, n°C42306
- Le principe de libre cession des biens et la pratique des appels à manifestation d'intérêt / appels à projet : quel cadre juridique ?
 - TA Pau, 13 décembre 2023, n° 2103322
 - TA Versailles, 2 février 2024, société Altarea Cogedim, n° 2202306
 - TA de Grenoble, 7 mai 2024, n° 2108694
- Responsabilité et indemnisation en cas d'abandon du projet.
 - TA Grenoble, 7 mai 2024, n° 2102411
- Les ventes / location avec charge ou avec remise d'équipement : quelle articulation avec le droit de la commande publique ?
 - C. Cass 3ème Civ, 26 octobre 2023, n°22-19.444
 - CE, 3 avril 2024, SCI Victor Hugo 21, n°472476
 - TA Versailles, 26 janvier 2024, n° 2109860
 - TA Montreuil, 15 mai 2024, SELAS Poulmaire gestion fiduciaire, n° 2404859
 - CJUE, n° C-28/23

Valorisation sous forme de cession liée à un contrat de la commande publique

- L'adjonction d'un programme immobilier d'accompagnement dans le cadre d'un contrat de la commande publique : point sur les pratiques actuelles
- Projet de loi de simplification de la vie économique : marché global équipements publics et logement ?

SUPERPOSITION D'OCCUPATION DOMANIALE EN MATIERE DE VOIRIE

Superposition d'occupation domaniale en matière de voirie : quel régime ? Quelles nouveautés ? Comment s'organiser ?

- Quelles sont les bases légales et réglementaires des superpositions d'affectation domaniale en matière de voirie ?
- Comment définir et identifier une superposition d'affectation domaniale sur une voie publique ?
 - Critères de reconnaissance et d'identification.
- Quelles sont les typologies et les catégories de superpositions d'affectation en matière de voirie ?
 - Classification des différents types de superpositions.
 - Spécificités et particularités de chaque catégorie.





- Quels sont les enjeux juridiques et administratifs liés aux superpositions d'affectation domaniale ?
 - Conséquences juridiques pour les différentes parties prenantes.
 - Défis administratifs et organisationnels.
- Comment gérer les conflits d'usage et de compétence entre les différentes administrations concernées par une superposition d'affectation ?
 - Mécanismes de résolution des conflits.
 - Rôles et responsabilités des autorités impliquées.
- Quelles sont les procédures et les démarches administratives nécessaires pour instaurer une superposition d'affectation domaniale sur une voie publique ?
 - Étapes et formalités requises.
 - Exemples de dossiers et de documents administratifs.
- Comment les jurisprudences récentes influencent-elles la gestion des superpositions d'affectation domaniale en matière de voirie ?
 - Panorama de la jurisprudence récente en la matière

Les journées de la propriété publique

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Mise en concurrence et occupation du domaine public : quelles actualités jurisprudentielles ?

- Applications récentes de la jurisprudence sur la non-application de la procédure de sélection préalable au domaine privé
 - CE, 2 décembre 2022 n° 460100 M. Amigorena
 - CAA Toulouse 21 mars 2024 n°22TL21077
 - CAA Marseille 30 novembre 2023 n°21MA00706
- Exemples récents d'activités non économiques non soumises à une procédure de sélection préalable
 - CAA Marseille 8 décembre 2023 n°22MA02461
 - CAA Bordeaux 7 mars 2024 22BX00176
- La procédure de sélection préalable relève-t-elle du champ de la commande publique ?
 - TA Nice 30 avril 2024, n°2100474
 - TA Nice 7 décembre 2023, n°2105843
- Une activité de restauration est-elle conforme à l'affectation du domaine public portuaire ?
 - CAA Nantes 27 novembre 2023, n°22NT01730
- Un avenant à une convention d'occupation du domaine public peut-il être passé sans procédure de sélection préalable ?
 - CAA Paris 28 novembre 2023, n°22PA00299
 - TA Martinique 7 décembre 2023, n°2200685
- La perte de chiffre d'affaires constitue-t-elle un cas d'urgence autorisant l'absence de procédure de sélection préalable ?
 - TA Caen 18 septembre 2023, n°2200112
- Quels critères doivent-ils être prévus ?
 - TA Poitiers 3 octobre 2023, n°2101624,
 - TA Nice 3 octobre 2023, n°2004201,
 - TA Guadeloupe 30 mai 2024, n°2201082
- L'occupant sortant peut-il être considéré comme la seule personne en droit d'occuper le domaine public ?
 - TA Nantes, 5 décembre 2023, n°2004089
- Faut-il porter à la connaissance des candidats la composition d'un jury ?
 - TA Lyon, 26 septembre 2023, n°2103295
- La négociation doit-elle intervenir avec tous les candidats ?
 - TA Châlons-en-Champagne 12 mars 2024, n°2200575
- Quel recours peut engager un tiers à l'encontre de l'attribution d'un titre d'occupation du domaine public ?
 - CAA Nantes 27 novembre 2023, n°22NT01730,
 - TA Poitiers 16 mai 2024, n°2401168,
 - TA Paris 2 mai 2024, n°2220072,
 - TA Marseille 6 février 2024, n°2401020



Organisme qualifié
par l'ISQ-OPQF



Membre de la Fédération
Les Acteurs de la Compétence



INCORPORATION, DELIMITATION ET CESSION

Panorama des décisions de première instance et d'appel rendues en matière de propriétés publiques

Jurisprudences rendues par les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel

- Les moyens tendant à remettre en cause la légalité de la cession d'un bien du domaine public peuvent-ils être soulevés à l'encontre des délibérations actant le déclassement anticipé et/ou le déclassement rétroactif du bien ?
 - CAA Nantes, 29 septembre 2023, n°22NT01307
 - TA de Bordeaux, 13 octobre 2023, n°2106093
- Une délibération autorisant le maire à échanger une parcelle relevant du domaine public sans préciser que cette dernière devra préalablement être désaffectée et déclassée est-elle légale ? Est-elle créatrice de droit ?
 - CAA Toulouse, 21 février 2023, n°21TL01464
- Théorie de la domanialité publique globale : Une parcelle aménagée qui est partiellement affectée au service public doit-elle systématiquement être regardée comme relevant en entier du domaine public ?
 - CAA Versailles, 3 octobre 2023, n°21VE02393
- Un terrain situé derrière une digue en surplomb du niveau des flots peut-il relever du domaine public maritime naturel ?
 - CAA de Bordeaux, 23 novembre 2023, n°21BX04459
- Le paiement échelonné sans intérêt du prix de cession d'un bien culturel peut-il être regardé comme une subvention illégale à une association culturelle ? Quel est le régime domanial applicable à une mosquée édifée dans le cadre d'un BEA résilié avant terme ?
 - CAA Paris, 22 septembre 2023, n°22PA02509

Actualité de la répartition des compétences entre les ordres juridictionnels en matière de domanialité

- Un contentieux relatif à un contrat de vente peut-il relever de la compétence du juge administratif en présence d'une clause exorbitante du droit commun ?
 - TC, 13 mars 2023, Cne de Phalsbourg, n°4266
- Quelle est la juridiction compétente pour connaître de la demande d'un tiers tendant à la résiliation d'un contrat d'occupation conclu sur le domaine privé ?
 - TC, 4 décembre 2023, n°4293
- Quelle est la juridiction compétente pour connaître d'un litige portant sur la suppression d'un droit de bandite (droit d'usage pastorale et forestier à caractère perpétuelle) ?
 - CAA de Marseille, 24 novembre 2023, n°22MA00158

DOMAINE PUBLIC ET SOUS-OCCUPATION

Quel régime pour la sous-occupation sur le domaine public ? Comment s'en sortir ?

- Approches jurisprudentielles du régime, en construction, des sous-concessions domaniales
- La nature du contrat de sous-occupation du domaine public et l'exclusion du bail commercial en question
 - CE, 21 décembre 2023, req. n°469209
 - CAA Toulouse, 16 mai 2023, n° 21TL03949
 - CAA de Marseille, 16 mai 2022, 21MA04242
 - Tribunal judiciaire, Paris, 15 Janvier 2024, n°23/55513
- L'attribution des sous-concessions domaniales et leur mise en concurrence
 - CE, 23 févr. 2023, n°461077
- Le non-renouvellement de l'occupant de second rang et l'indemnisation du sous occupant
 - CAA de Marseille, 16 mai 2022, 21MA04242
 - TA de Grenoble 6 février 2023, n° 2106537
- L'expulsion des sous-occupants
 - TA de Nice, 24 octobre 2023, n°2304800
 - TA de Grenoble 6 février 2023, n°2106537





REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE : COMMENT VALORISER LE DOMAINE PUBLIC ?

Redevance pour occupation : Quelles sont les bonnes pratiques à connaître ?

- Le principe de non-gratuité de l'occupation domaniale et ses exceptions : dans quels cas peut-on autoriser l'occupation gratuite du domaine public ?
- Comment déterminer le montant des redevances ?
 - Quels pièges pour les redevances assises sur le chiffre d'affaires ?
- Comment faire de la redevance un critère de sélection dans les mises en concurrence ?
- Occupation domaniale et commande publique : quelles incidences sur les redevances ?

INTERVENANTS

Alain DE BELENET

Avocat Associé
LEXCASE SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Christine MAUGÜÉ

Présidente de la section de l'administration
CONSEIL D'ÉTAT

Éric LANDOT

Avocat associé
LANDOT & ASSOCIÉS

Evangélie KARAMITROU-MAGUERES

Avocat Associée
LANDOT & ASSOCIÉS

François TENAILLEAU

Avocat Associé, Responsable PPP
CMS FRANCIS LEFEBVRE

Hélène BILLERY

Avocate Counsel
AUGUST & DEBOUZY

Marie KNITTEL

Notaire - Département Immobilier - Urbanisme - Construction
Monassier et associés

Philippe HANSEN

Avocat Associé
UGGC AVOCATS

Philippe TERNEYRE

Professeur des Universités
UNIVERSITÉ DE PAU ET DES PAYS L'ADOUR

Raphaël LEONETTI

Notaire Associé - Pôle contrats publics
CHEUVREUX & ASSOCIÉS

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Accessibilité aux personnes en situation de handicap 

LIEUX ET DATES

Paris



Organisme qualifié
par l'ISQ-OPQF



Membre de la Fédération
Les Acteurs de la Compétence



12 et 13 nov. 2025

À distance
12 et 13 nov. 2025



Organisme qualifié
par l'ISQ-OPQF



Membre de la Fédération
Les Acteurs de la Compétence